

# Des financements ont été mobilisés, d'autres restent à rechercher

Les partenaires de la Mauritanie, réunis dans le cadre d'une table ronde centrée autour du financement du processus électoral, ont, certains, annoncé de nouvelles contributions, d'autres promis de contribuer à la mobilisation de financements pour la mise en œuvre des opérations du processus électoral.

Ces conclusions de la table ronde ont été tirées par le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Mohamed Ould Abed et M. Vijay Makhan, envoyé spécial de l'UA pour la Mauritanie, à l'issue de la table ronde.

Le ministre, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec l'ambassadeur, envoyé spécial de l'UA, a fait part des contributions dégagées et de celles qui seront consenties dans les semaines à venir par les donateurs.

M. Mohamed Ould El Abed a, dans ce sens, indiqué que le Japon a annoncé une contribution financière de 1 137 000 dollars US, les Etats-Unis, 1 million de dollars US, l'Allemagne, 500.000 Euros, le Sénégal, 200 000 dollars, l'Union Africaine, 100.000 dollars US, le PNUD 300.000 dollars US en plus de pays et d'organisations, comme le Gabon et l'Organisation Internationale de la Francophonie qui ont promis de consentir des aides dont le montant sera défini ultérieurement.

Le montant global obtenu lors de la table ronde s'élève à 3 300 000 dollars sur l'enveloppe globale à rechercher qui était de 7 820 148 dollars.

De son côté, M. Vijay Makhan a loué le niveau de participation à cette rencontre qui, a-t-il expliqué, reflète la solidarité et le soutien de la communauté internationale à la Mauritanie.

Les donateurs et partenaires de la Mauritanie s'étaient réunis hier à Nouakchott dans le cadre d'une table ronde destinée à accélérer la mobilisation du financement nécessaire pour une mise en œuvre satisfaisante du processus électoral de la transition démocratique. Inscrite dans le cadre de l'appui international à la transition en Mauritanie, cette table ronde exprime la solidarité de la communauté internationale avec les efforts en cours dans le pays, indique un communiqué de presse de l'Union africaine, distribué en marge de la cérémonie d'ouverture. Le succès de la mise en œuvre du calendrier électoral de la transition requiert l'accompagnement des Etats membres de l'UA et de la communauté internationale dans son ensemble, indique la même source.

Ouvrant la table ronde, le ministre des Affaires Economiques et du Développement, M. Mohamed Ould Abed, a rappelé que cette table ronde s'inscrit dans le cadre



de la mise en œuvre de la décision du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, en date du 8 septembre 2005, relative à l'accompagnement du processus de transition démocratique. Après avoir rappelé les "importantes mesures" mises en œuvre depuis le 3 août, M. Mohamed Ould Abed a souligné que "malgré l'effort engagé au plan national et les contributions des partenaires, l'enveloppe dégagée demeure insuffisante, car 7.200 000 dollars américains sont encore nécessaires pour boucler le financement du processus électoral".

Le ministre a aussi rappelé que l'organisation du référendum constitutionnel, des élections municipales, législatives, sénatoriales, et présidentielles dans les délais déjà définis nécessite des ressources évaluées à environ 22.520 000 dollars américains.

Pour sa part, l'ambassadeur Vijay Singh Makhan, envoyé spécial du président de la Commission de l'Union africaine en Mauritanie, a souligné que cette réunion est "un événement de portée majeure, qui procède à la fois d'un cri du coeur et de la raison".

M. Makhan a rappelé que "l'UA n'a épargné aucun effort depuis le 3 août pour apporter son appui à l'élan collectif visant à faciliter le retour rapide à l'ordre constitutionnel en Mauritanie".

"La table ronde des donateurs offre l'occasion d'un tableau rétrospectif des efforts entrepris depuis 8 mois, et des objectifs à atteindre à l'horizon 2007", a affirmé l'émissaire africain qui a aussi mis en relief les nombreuses avancées enregistrées depuis le 3 août 2005. A ce sujet, il a cité, notamment, l'ancre de la concertation entre le gouvernement et les acteurs politiques. "Ces mesures très courageu-

ses et hautement avant-gardistes répondent aux engagements pris par les autorités mauritaniennes et vont dans le sens souhaité par l'Union africaine et la communauté internationale", a-t-il souligné. "Elles sont, sans nul doute, de nature à crédibiliser davantage le processus en cours et à lui conférer, j'en suis sûr, toutes les chances de réussite", a encore précisé l'envoyé spécial de l'UA.

M. Vijay Makhan a tenu à souligner qu'au-delà de cette singularité, il sied de souligner la détermination du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie à conduire une transition saine et sa volonté de répondre aux aspirations du peuple mauritanien, celle d'arrimer la Mauritanie au cercle des nations démocratiques. Cette dynamique se présente ainsi comme un impératif qui doit être mené à son terme et mérite d'être encouragée et soutenue", a-t-il dit en substance.

Du côté des Nations Unies, Mme Cécile Moulinier, représentante du PNUD en Mauritanie, a souligné que la transition amorcée, le 3 août 2005, par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, représente une opportunité historique pour la Mauritanie. Abordant le contexte de la réunion des donateurs, elle a dit : "la table ronde se tient à un moment charnière du processus de transition; à 5 jours de la fin du Ravel, à 2 mois du référendum constitutionnel, à 7 mois des municipales et législatives et à 11 mois de l'élection présidentielle." Toutefois, elle a prévenu : "il est clair qu'en 19 mois de transition, l'ensemble des problèmes qui ont pesé sur la Mauritanie et ont freiné son développement humain ne pourront pas être réglés".

En marge de la cérémonie solennelle d'ouverture de la table ronde,

les invités ont suivi une projection du mémorandum sur le processus

électoral, commentée par le directeur de la Promotion de la Démocratie et de la Société civile.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre secrétaire général de la présidence du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, du ministre de l'Intérieur, du ministre sénégalais des Affaires Etrangères, du ministre gambien de l'Aménagement du Territoire et du secrétaire général du ministère gabonais des Affaires Etrangères.

Des représentants d'autres partenaires et de pays frères et amis ont également pris part à cette cérémonie : UE, UA, OIF, Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Allemagne, etc..

Le processus électoral engagé dans le cadre de la transition démocratique prévoit un référendum constitutionnel le 25 juin 2006, des élections municipales et législatives simultanées le 19 novembre de la même année, des sénatoriales le 21 janvier 2007 et l'élection présidentielle, le 11 mars 2007. ●